

NOTICE ANNUELLE
DATÉE DU 13 AVRIL 2016
OFFRE DE PARTS DES SÉRIES A ET F DU :
FONDS IMAN DE GLOBAL

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité de ces parts et toute personne qui donne à entendre le contraire commet une infraction.

L'organisme de placement collectif et les titres de l'organisme de placement collectif offerts aux termes de la présente notice annuelle ne sont pas inscrits auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et ils sont vendus aux États-Unis uniquement en vertu d'une dispense d'inscription.

TABLE DES MATIÈRES

Désignation et genèse du Fonds.....	1
Restrictions en matière de placement.....	1
Description des titres offerts par le Fonds	2
Évaluation des titres en portefeuille.....	4
Calcul de la valeur liquidative	6
Souscriptions et échanges	7
Rachats de titres	10
Responsabilité des activités de l'organisme de placement collectif	13
Conflits d'intérêts.....	16
Gouvernance du Fonds	17
Frais	19
Incidences fiscales	20
Rémunération des administrateurs et des dirigeants	21
Contrats importants.....	22
Litiges et instances administratives.....	22
Attestation du Fonds, du gestionnaire et du promoteur	A-1

DÉSIGNATION ET GÉNÈSE DU FONDS

Le Fonds Iman de Global (ci-après désigné le « **Fonds** »), admissible aux fins de vente en vertu du présent document, est une fiducie de fonds commun de placement, constitué en vertu des lois de l'Ontario. Créé par une déclaration de fiducie en date du 6 février 2009 (la « **déclaration de fiducie** »), le Fonds offre deux séries de parts (« **parts** ») : les parts de série A (« **parts de série A** ») et les parts de série F (« **parts de série F** »).

Les actifs de croissance Global Inc. (ci-après désigné « **ACGI** » ou le « **gestionnaire** ») est le gestionnaire, fiduciaire et promoteur du Fonds. Le siège du Fonds et du gestionnaire est situé au 100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3.

À moins d'indication contraire aux présentes, l'information concernant le Fonds qu'on peut obtenir sur le site Web du gestionnaire n'est pas et ne peut être réputée intégrée par renvoi dans la présente notice annuelle (la « **notice annuelle** »).

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENT

Généralités

Le Fonds est assujéti à certaines restrictions et pratiques énoncées dans la législation en valeurs mobilières, y compris le *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-102** », la Norme canadienne 81-102 ailleurs qu'au Québec). Cette législation a été conçue dans le but d'assurer que les placements du Fonds sont diversifiés et relativement liquides et également pour assurer la gestion convenable du Fonds. Le Fonds se conforme aux restrictions et aux pratiques ordinaires concernant les placements prévus dans la législation sauf tel qu'énoncé ci-après.

L'objectif fondamental du Fonds est énoncé dans le prospectus simplifié (le « **prospectus simplifié** »). Toute modification de l'objectif fondamental nécessite l'approbation des porteurs de titres à une assemblée spécialement convoquée à cette fin. Le gestionnaire peut, à sa discrétion, modifier les stratégies de placement du Fonds de temps à autre sans vous donner de préavis. Toutefois, nous avertirons les investisseurs du Fonds (les « **porteurs de parts** ») de notre intention d'apporter toute modification qui pourrait être considérée comme un changement important, tel que défini par le *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-106** », la Norme canadienne 81-106 ailleurs qu'au Québec). Aux termes du Règlement 81-106, tout changement dans l'activité, l'exploitation ou les affaires du Fonds constitue un « **changement important** » si un investisseur raisonnable le considère comme important afin de décider s'il doit souscrire des titres du Fonds ou les conserver.

État des régimes enregistrés

À condition que le Fonds soit admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « **Loi de l'impôt** »), les parts du Fonds constitueront, au sens de la Loi de l'impôt, des placements admissibles pour les fiducies régies par les régimes enregistrés d'épargne-retraite (les « **REER** »), les fonds enregistrés de revenu de retraite (les « **FERR** »), les régimes de participation différée aux bénéfices (les « **RPDB** »), les régimes enregistrés d'épargne-études (les « **REEE** »), les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (les « **REEI** ») et les comptes d'épargne libre d'impôt (les « **CELI** ») (collectivement, les « **régimes enregistrés** »). Les rentiers de REER et de FERR et les titulaires de CELI devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité afin de déterminer si les parts constitueraient un placement interdit aux termes de la Loi de l'impôt, compte tenu de leur situation personnelle.

Le Fonds est admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement aux termes de la Loi de l'impôt depuis la date de sa constitution en 2009 et devrait le demeurer en tout temps par la suite.

DESCRIPTION DES TITRES OFFERTS PAR LE FONDS

Quand vous investissez de l'argent dans le Fonds, vous recevez des parts d'une série particulière du Fonds. Le Fonds est autorisé à créer un nombre illimité de séries de parts et peut émettre un nombre illimité de parts de chaque série. Le gestionnaire peut créer encore d'autres séries de parts et peut déterminer les droits s'y rattachant, comme ceux associés à ces séries sans obtenir votre consentement ou vous délivrer un préavis. Chaque part d'une série confère les droits suivants à l'investisseur :

- recevoir une quote-part du revenu net et des distributions de gains en capital nets (ou de pertes en capital nettes) affectés à cette série, effectués par le Fonds (sauf en cas de distributions sur les frais de gestion);
- avoir une quote-part de l'actif net de la série à la liquidation ou la dissolution du Fonds;
- voter lors de toutes les assemblées du Fonds (lorsque les points à l'ordre du jour à l'assemblée des investisseurs ne touchent que les porteurs d'une série particulière, seuls les porteurs de parts de la série en question auront le droit de voter);
- faire racheter ses parts du Fonds ou les échanger contre celles d'une autre série.

Le Fonds offre trois séries de parts : la série A, la série F et la série I. Seules les parts de série A et de série F sont offertes en vente aux termes du présent document. Les parts de série I ne sont pas offertes en vente aux termes du présent document. Le Fonds offre les parts de série I en vertu des dispenses d'inscription et de prospectus, conformément aux lois en valeurs mobilières applicables.

Sans obtenir votre consentement ou vous délivrer un préavis, le gestionnaire est autorisé à constituer d'autres séries de parts et à déterminer les droits des séries.

Parts de série A : sont conçues pour les investisseurs qui versent un montant initial minimum de 500 \$ comme placement dans les parts de série A suivant l'option de frais d'acquisition initiaux (décrite ci-après), l'option de frais d'acquisition reportés (décrite ci-après) ou l'option de frais d'acquisition réduits (décrite ci-après), que les parts aient été souscrites directement ou par le biais d'un régime enregistré. Le montant minimum pour tous les placements subséquents est de 25 \$. Étant donné le coût élevé que représente le maintien des comptes, le Fonds a le droit de racheter vos parts de série A si la valeur comptable de votre placement est inférieure à 250 \$. Vous serez avisé si la valeur comptable de vos parts de série A du Fonds tombe en deçà de 250 \$ et vous disposerez de 30 jours pour verser une somme additionnelle pour augmenter votre placement dans le Fonds jusqu'au minimum de 250 \$ ou plus avant l'exécution du rachat.

Parts de série F : sont conçues pour les investisseurs qui versent et maintiennent un montant initial minimum de 1 000 \$ dans le Fonds, qui adhèrent à un programme de frais de service d'un courtier ou à un programme de compte intégré et qui doivent verser des frais basés sur la valeur de l'actif (au lieu de payer des commissions sur les opérations), payables au courtier pour ses services de planification et de conseils. Le gestionnaire réussit à réduire les frais de gestion imputés au Fonds sur les parts de série F puisque le gestionnaire ne paie pas de courtages ou de commissions de suivi aux courtiers qui vendent les parts de série F du Fonds.

Approbaton des porteurs de parts

Conformément au Règlement 81-102, les porteurs de parts du Fonds auront le droit de voter dans le cas des changements fondamentaux suivants :

- une modification apportée par le Fonds ou le gestionnaire au mode de calcul des frais ou honoraires imputés au Fonds ou à la série, ou directement à ses porteurs de parts relativement à la détention des parts du Fonds, qui risque d'entraîner une augmentation des frais pour le Fonds, la série ou les porteurs de parts;
- l'imposition de frais au Fonds ou à la série, ou directement aux porteurs de parts par le Fonds ou le gestionnaire relativement à la détention des parts du Fonds qui risque d'entraîner une augmentation des frais pour le Fonds, la série ou les porteurs de parts;
- un changement du gestionnaire du Fonds (à moins que le nouveau gestionnaire ne soit un membre du groupe de ACGI);
- une modification des objectifs de placement fondamentaux du Fonds;
- une diminution apportée par le Fonds à la fréquence du calcul de sa valeur liquidative par part;
- certaines restructurations importantes du Fonds.

En conformité avec le Règlement 81-102, on peut apporter les changements suivants au Fonds sans obtenir l'approbation des porteurs de parts, mais les porteurs de parts en recevront un avis écrit au moins 60 jours avant la date d'entrée en vigueur du changement en question :

- les frais exigés du Fonds sont changés ou de nouveaux frais lui sont imputés en raison d'une modification apportée par un tiers traitant sans lien de dépendance avec le Fonds;
- l'auditeur du Fonds a été remplacé;
- certaines restructurations importantes du Fonds qui ne nécessitent pas l'approbation des porteurs de parts.

Fractions de part

Des fractions de part peuvent être émises. Les fractions de part sont assorties des mêmes droits et privilèges et sont assujetties aux mêmes restrictions et conditions applicables aux parts entières, proportionnellement à la valeur que la fraction représente par rapport à une part. Toutefois, le porteur d'une fraction de part n'a pas de droit de vote proportionnel à la fraction de part.

Droits de distribution du Fonds

Chaque série de parts du Fonds a égalité de rang avec toutes les autres séries de parts du Fonds quant au paiement des distributions (à part les distributions sur les frais de gestion). Une série de parts du Fonds donne généralement droit à la partie d'une distribution égale à la part proportionnelle de cette série dans le revenu net rajusté du Fonds, moins les frais du Fonds attribuables à cette série et moins les distributions sur les frais de gestion de cette série. Le revenu net rajusté constitue le revenu net du Fonds rajusté en fonction des frais de cette série. Comme résultat des divers frais imputés à différentes séries de parts du Fonds, il est probable que le montant des distributions pour une seule série de parts soit différent de celui d'autres séries de parts.

Droits de liquidation

Les parts de chaque série du Fonds donnent généralement droit à une distribution lors de la liquidation du Fonds qui est égale à la part proportionnelle de l'actif net du Fonds qui revient à cette série moins les frais du Fonds qui sont attribuables à cette série. Les droits et conditions rattachés aux parts du Fonds ne peuvent être modifiés que conformément aux dispositions rattachées à de telles parts et aux dispositions de la déclaration de fiducie. Le prospectus simplifié du Fonds renferme une description des séries de parts offertes par le Fonds et des exigences d'admissibilité rattachées à chaque série de parts.

ÉVALUATION DES TITRES EN PORTEFEUILLE

Vous pouvez souscrire, échanger et faire racheter les parts du Fonds à la valeur liquidative par part alors en vigueur, telle que calculée pour chaque série du Fonds à 16 h (heure de l'Est) chaque jour ouvrable. Un « jour ouvrable » représente chaque jour où la Bourse de Toronto est ouverte aux fins de négociation ou tout autre moment déterminé approprié par le gestionnaire. Chaque jour ouvrable, une valeur liquidative distincte pour chaque série de parts du Fonds est calculée en fonction de la valeur marchande que représente la quote-part de la série dans les éléments d'actif du Fonds, déduction faite des dettes du Fonds attribuées à cette série de parts, divisée par le nombre total de parts de cette série détenues par les investisseurs du Fonds. La valeur liquidative variera en fonction de la valeur des placements du Fonds.

Les principes d'évaluation suivants s'appliqueront à tout calcul de la valeur liquidative du Fonds :

- les parts du Fonds sont réputées en circulation le jour ouvrable qui suit la date du calcul de la valeur liquidative pour la série pertinente aux fins d'émission ou d'échange des parts et le montant reçu par le Fonds est considéré comme un élément d'actif du Fonds;
- les parts du Fonds faisant l'objet d'une demande de rachat dûment remplie qui a été reçue par le Fonds ou l'un de ses agents autorisés, ou faisant l'objet d'un échange contre des parts d'une autre série, sont réputées être en circulation jusqu'à (et non après) la fermeture des bureaux le jour auquel la prochaine valeur liquidative est déterminée pour la série en question. À la suite de la réception de la demande de rachat et jusqu'au règlement du rachat, les parts seront réputées être une dette du Fonds.

L'actif du Fonds est réputé inclure :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie, y compris la trésorerie en devises, si leur conversion en monnaie canadienne ne peut pas être exécutée rapidement, en caisse ou en dépôt ou sur demande, y compris les intérêts courus;
- l'ensemble des actions, obligations, certificats de dépôt, acceptations bancaires, débentures, billets et autres titres de créance ou intérêts sur ceux-ci, les droits de souscription et les autres titres possédés ou détenus en vertu d'un contrat par le Fonds;
- tous les dividendes en actions et en espèces et toutes les distributions en espèces à recevoir par le Fonds et non encore touchés mais déclarés aux actionnaires inscrits à la date ou avant la date à laquelle la valeur liquidative par part est déterminée;
- tous les intérêts échus sur les titres portant intérêts fixes qui sont la propriété du Fonds, qui ne sont pas reflétés dans le prix coté de tels titres;
- tous les autres actifs de quelque nature qu'ils soient, y compris les charges prépayées.

La valeur de cet actif sera déterminée de la façon suivante :

- la valeur de la trésorerie en caisse ou en dépôt, des charges prépayées, des dividendes en espèces déclarés et des intérêts courus et non encore versés sera réputée être la valeur nominale de ceux-ci, à moins que le fiduciaire ne détermine que de tels dépôts n'en reflètent pas la valeur nominale réelle, auquel cas la valeur sera réputée être toute valeur que le gestionnaire détermine comme étant la juste valeur de tels dépôts;
- la valeur de toutes les obligations, débentures et autres obligations sera établie en fonction du cours acheteur en vigueur à la date d'évaluation;
- les titres à court terme, y compris les billets et les instruments du marché monétaire, seront évalués au coût amorti plus les intérêts courus;

- sous réserve de la politique d'établissement de prix à la juste valeur du gestionnaire (décrite à la rubrique « *Calcul de la valeur liquidative* »), la valeur de tout titre coté ou négocié sur une bourse sera déterminée selon le plus récent cours connu pour un lot régulier au moment même que l'on calcule l'évaluation, ou, en l'absence de ventes récentes ou de toute inscription s'y rattachant, la moyenne du plus récent cours vendeur connu et du plus récent cours acheteur connu à la fermeture de la bourse le jour ouvrable ou, si une telle bourse n'a pas été ouverte à cette date, alors à la date précédente à laquelle cette bourse était ouverte, selon les déclarations d'usage commun;
- la valeur de tout titre dont la revente est restreinte ou limitée correspondra à la valeur fondée sur les cotes publiées et utilisées fréquemment pour ce titre à négociation restreinte et le pourcentage de la valeur marchande des titres de la même catégorie ou série d'une catégorie, dont les titres à négociation restreinte font partie, mais qui ne sont pas des titres à négociation restreinte, selon la moins élevée des deux, qui correspond au pourcentage du prix d'acquisition du Fonds par rapport à la valeur marchande des titres au moment de l'acquisition, mais en tenant compte, le cas échéant, de la durée restante jusqu'à ce que les titres à négociation restreinte cessent de l'être;
- une position acheteur dans une option ou dans un titre assimilable à un titre d'emprunt sera évaluée à la valeur marchande actuelle de la position;
- la valeur d'un contrat à terme standardisé sera : le gain ou la perte sur le contrat à terme standardisé qui serait réalisé ou subi si, à la date de l'évaluation, la position à l'égard du contrat à terme standardisé devait être liquidée, si les limites quotidiennes imposées par le marché à terme sur lequel le contrat à terme standardisé a été émis ne sont plus en vigueur ou basée sur la valeur marchande actuelle de la participation sous-jacente dans le contrat à terme standardisé, si les limites quotidiennes imposées par le marché à terme sur lequel le contrat à terme standardisé a été émis sont toujours en vigueur;
- lors de la vente d'une option négociable couverte, d'une option sur contrat à terme ou d'une option hors bourse, la prime reçue par le Fonds à l'égard de ces options sera reflétée comme un crédit reporté, évalué à un montant équivalant à la valeur marchande actuelle de l'option négociable, de l'option sur contrat à terme ou de l'option hors bourse qui aurait pour effet de liquider la position. Tout écart résultant d'une réévaluation sera traité en tant que gain ou perte non réalisé sur le placement. Le crédit reporté sera déduit du calcul de la valeur liquidative du Fonds. Les titres, s'il y en a, qui sont sous-jacents à une option négociable ou à une option hors bourse souscrite, seront évalués à leur valeur marchande actuelle;
- la valeur d'un contrat à terme de gré à gré ou d'un swap correspondra au gain ou à la perte sur le contrat qui serait réalisé ou subi, si, à la date d'évaluation, la position dans le contrat à terme de gré à gré ou dans le swap devait être liquidée;
- les marges payées ou déposées à l'égard de contrats à terme standardisés ou de contrats à terme de gré à gré seront reflétées comme des comptes à recevoir et, si ces marges comportent des éléments d'actif sous une forme autre que des espèces, seront comptabilisées en tant que marges détenues;
- tous les éléments d'actif du Fonds évalués en devises et tous les passifs et les obligations du Fonds payables par le Fonds en devises seront convertis en devises canadiennes chaque jour ouvrable selon le taux de change obtenu auprès des meilleures sources dont dispose le fiduciaire, y compris, sans s'y toutefois limiter, un agent comptable désigné par le fiduciaire ou tout membre du groupe de cet agent comptable;
- la valeur de tout titre ou bien auquel, de l'avis du fiduciaire, les principes d'évaluation susmentionnés ne peuvent s'appliquer (parce qu'on ne dispose pas de cotations de prix ou de rendement équivalents fournis comme il est indiqué ci-dessus, ou pour tout autre motif), correspondra à la juste valeur du titre ou bien, telle que calculée de temps à autre par le gestionnaire.

Le passif du Fonds sera réputé inclure :

- tous les effets, les billets et les comptes à payer;
- tous les frais d'administration payables ou accumulés (y compris les frais de gestion);
- toutes les obligations contractuelles visant des sommes d'argent ou des biens à payer, y compris les distributions déclarées et non versées immédiatement suivant le jour ouvrable au cours duquel la valeur liquidative est déterminée pour les porteurs des parts du Fonds inscrits aux registres le ou avant le jour ouvrable;
- toutes les déductions autorisées ou approuvées par le fiduciaire aux fins de l'impôt (le cas échéant) ou les éventualités;
- tous les autres passifs du Fonds de quelque nature que ce soit, sauf le passif représenté par les parts en circulation du Fonds et le solde du revenu ou des gains en capital non distribués.

CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le gestionnaire peut déroger aux pratiques en matière d'évaluation du Fonds dans des circonstances exceptionnelles. Le Fonds peut, à l'occasion, négocier des titres ou être exposé autrement aux titres cotés à des bourses étrangères (les « **titres étrangers** »). Ces marchés étrangers fonctionnent d'habitude dans des fuseaux horaires différents de ceux des marchés nord-américains, comme celui de la Bourse de Toronto. Par conséquent, les cours de clôture des titres échangés sur ces marchés étrangers risquent d'être périmés au moment du calcul de la valeur liquidative par le Fonds. Un événement important pourrait provoquer cette situation et changer de façon significative la valeur des titres étrangers après la fermeture de la bourse étrangère, mais avant que le Fonds ne puisse faire son calcul de la valeur liquidative. De tels événements importants peuvent inclure une catastrophe naturelle ou un cas de force majeure, un acte de guerre ou de terrorisme, une fluctuation marquée des cours sur les marchés étrangers, des actes de gouvernement imprévus ou la suspension des opérations boursières sur certains titres étrangers. Dans de telles situations, le gestionnaire peut, en consultation avec le conseiller en valeurs (défini ci-après), établir la juste valeur d'un titre étranger à l'aide de procédures établies et approuvées par le gestionnaire s'il détermine que la valeur de ce titre étranger détenu par le Fonds est autrement inaccessible ou peu fiable.

Ces procédures peuvent inclure le recours à un service externe d'établissement de prix. Dans de tels cas, la valeur du titre étranger serait sans doute différente de son plus récent cours boursier. Il est également possible que le prix basé sur la juste valeur telle que déterminée par le gestionnaire diffère substantiellement de la valeur réalisée à la vente du titre étranger.

À compter du 1^{er} janvier 2014, la valeur liquidative de série par part du Fonds aux fins des états financiers sera calculée conformément aux Normes internationales d'information financière (« **IFRS** »). Aux termes des IFRS, les conventions comptables suivant lesquelles la juste valeur de ses placements et de ses dérivés aux fins des états financiers est déterminée devraient concorder avec celles servant à évaluer la valeur liquidative pour les opérations avec les porteurs de parts.

Le prix de souscription et le prix de rachat des parts du Fonds sont fonction de la valeur liquidative du Fonds établie immédiatement après la réception d'un ordre de souscription ou de rachat.

La valeur liquidative pour une série de parts du Fonds est établie à un moment précis chaque jour ouvrable conformément au calcul qui suit :

- i) la dernière valeur liquidative calculée pour la série en question; plus
- ii) l'augmentation de l'actif attribuable à la série en question en raison de l'émission de parts de la série ou du changement de désignation de parts d'une autre série en parts de la série depuis le dernier calcul; moins

- iii) la baisse de l'actif attribuable à la série en question en raison du rachat de parts de la série ou du changement de désignation de parts de la série en parts d'une autre série depuis le dernier calcul; moins
- iv) la quote-part de la fluctuation nette des actifs hors portefeuille attribuable à la série en question depuis le dernier calcul; plus ou moins
- v) la quote-part des opérations de portefeuille nettes attribuables à la série en question depuis le dernier calcul; plus ou moins
- vi) la quote-part de la plus-value ou de la moins-value de l'actif en portefeuille attribuable à la série en question depuis le dernier calcul; moins
- vii) la quote-part des frais communs attribués à la série en question depuis le dernier calcul; moins
- viii) les frais de la série attribués à la série en question depuis le dernier calcul.

Le gestionnaire rendra publique la valeur liquidative quotidienne par titre du Fonds. On pourra se procurer cette information sur demande et sans frais en communiquant avec le gestionnaire au numéro de téléphone sans frais 1-866-680-4734. Au cours des trois dernières années, le gestionnaire n'a pas exercé ce pouvoir de dérogation.

SOUSCRIPTIONS ET ÉCHANGES

Les parts du Fonds sont offertes en vente de façon continue et vous souscrivez celles-ci en soumettant un ordre de souscription à votre courtier. Tous les ordres de souscription doivent être transmis par votre courtier au gestionnaire le même jour que celui où il le reçoit. Votre courtier peut transmettre les ordres de souscription par messenger, par poste prioritaire ou par d'autres moyens de télécommunication, sans aucuns frais de votre part. Il incombe à votre courtier de nous transmettre les ordres de souscription en temps opportun et d'en acquitter tous les coûts afférents.

Le Fonds n'a pas l'intention d'émettre de certificats de parts. Les droits de propriété seront constatés par l'inscription sur le registre maintenu par l'agent chargé de la tenue des registres du Fonds.

Le gestionnaire peut, à sa discrétion, accepter ou refuser tout ordre de souscription. La décision d'accepter ou de refuser un ordre de souscription doit se faire dans un délai de un jour ouvrable après la réception de l'ordre. Advenant le refus d'un ordre de souscription, tous les montants reçus avec l'ordre seront remboursés immédiatement.

Le gestionnaire doit recevoir le paiement intégral de l'ordre de souscription et tous les documents nécessaires dans un délai de trois jours ouvrables suivant la réception de votre ordre de souscription. Advenant la non-réception du paiement de l'ordre de souscription ou des documents dans ce délai, le gestionnaire soumettra un ordre de rachat visant le nombre de parts souscrites le jour ouvrable suivant et versera le produit du rachat au Fonds. Le produit du rachat servira à réduire tout montant dû au Fonds. Tout excédent appartiendra au Fonds. Toute insuffisance sera initialement comblée par le gestionnaire en faveur du Fonds, mais nous aurons le droit de percevoir ce montant, ainsi que les charges et les dépenses engagées, auprès du courtier qui a placé l'ordre. Votre courtier a le droit de percevoir ces montants auprès de vous.

Vous pouvez souscrire, échanger et faire racheter les parts du Fonds à la valeur liquidative par part alors en vigueur, telle que déterminée pour chaque série du Fonds à 16 h (heure de l'Est) chaque jour ouvrable. La valeur liquidative variera en fonction de la valeur des placements du Fonds.

Toutes les demandes reçues par le gestionnaire avant 16 h (heure de l'Est) chaque jour ouvrable à l'égard d'un ordre de souscription, d'échange ou de rachat de parts d'une série du Fonds seront exécutées le

même jour ouvrable en fonction de la valeur liquidative de ce jour ouvrable pour la série pertinente. Le prix d'émission des parts est fonction de la valeur liquidative d'une part de la série pertinente établie immédiatement après la réception par le Fonds d'un ordre de souscription.

Un courtier peut prévoir dans l'entente qu'il conclut avec un porteur de parts que celui-ci doit le dédommager s'il subit une perte causée par le défaut du porteur de parts de régler une souscription de parts du Fonds.

Souscription de parts de série A

Vous disposez de trois options de souscription pour la souscription des parts de série A du Fonds, notamment : l'option de frais d'acquisition initiaux, l'option de frais d'acquisition reportés et l'option de frais d'acquisition réduits. Si vous ne précisez pas d'option de souscription au moment de placer l'ordre de souscription, vous serez réputé avoir souscrit les parts de série A du Fonds selon l'option de frais d'acquisition initiaux.

- **Option de frais d'acquisition initiaux** – Au moment de la souscription des parts de série A, vous négociez les frais d'acquisition avec votre courtier. (Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais d'acquisition* » dans le prospectus simplifié. Des frais supplémentaires peuvent s'appliquer si vous échangez ou faites racheter vos parts de série A dans les 90 jours suivant la souscription ou l'échange. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais d'opérations à court terme* » ci-après.
- **Option de frais d'acquisition reportés** – Il n'y a pas de frais d'acquisition payables par vous à votre courtier à la souscription de parts de série A. Cependant, il se peut que des frais (exprimés comme pourcentage du prix de souscription des parts de série A rachetées ou échangées) s'appliquent au moment de la vente si vous faites racheter ou échangez vos parts de série A au cours des sept premières années suivant la date de souscription. (Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais de rachat* » dans le tableau des frais et charges. Le droit de rachat sans frais peut s'appliquer au rachat des parts de série A souscrites en vertu de cette option de souscription. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Privilège de rachat sans frais* ».
- **Option de frais d'acquisition réduits** – Il n'y a pas de frais d'acquisition payables par vous à votre courtier à la souscription des parts de série A. Cependant, il se peut que des frais (exprimés comme pourcentage du prix de souscription des parts rachetées ou échangées) s'applique au moment de la vente si vous faites racheter ou échangez vos parts de série A dans les trois années suivant la date de souscription. (Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais de rachat* »).

La rémunération versée à votre courtier varie en fonction de l'option de souscription que vous avez choisie. Les frais que vous devez payer et la date de paiement varient selon l'option de souscription choisie.

Souscription de parts de série F

Les parts de série F ne peuvent être souscrites que par l'entremise d'un courtier ou d'un planificateur financier offrant certains programmes de compte intégré ou de frais de service qui ont été approuvés par le gestionnaire. L'investisseur qui s'inscrit à l'un de ces programmes verse à son courtier des frais basés sur la valeur de l'actif dans son compte et/ou pour les services de planification et de conseils offerts par ce dernier; il doit aussi maintenir un total minimum de 1 000 \$ dans le Fonds. Votre courtier ou conseiller

financier doit conclure une convention avec le gestionnaire avant de pouvoir vendre les parts de série F. La participation des courtiers au programme des parts de la série F est soumise aux modalités que nous élaborons à l'occasion.

Il n'y a ni frais d'acquisition, ni frais de rachat ou commissions de suivi payables à la souscription ou à la vente de parts de série F.

Si vous n'êtes plus admissible à détenir des parts de série F, nous pourrions échanger vos parts de série F contre des parts de série A du Fonds après vous avoir donné un préavis de 30 jours, à moins que vous ne nous informiez de votre admissibilité à détenir de telles parts au cours de la période de préavis et que nous ne convenions que vous êtes de nouveau autorisé à détenir des parts de série F. Pour un échange de parts de série F contre des parts de série A, les porteurs de parts devront choisir une option de souscription et payer les frais applicables à l'option de souscription choisie. Si vous ne choisissez pas d'option de souscription, vous serez automatiquement réputé avoir choisi l'option de frais d'acquisition initiaux; veuillez vous reporter à la rubrique « *Souscription de parts de série A* » ci-dessus.

Programme de prélèvement automatique

Le Programme de prélèvement automatique vous permet d'investir périodiquement dans des parts de série A et de série F du Fonds. Dans le cadre du Programme de prélèvement automatique, vous pouvez :

- faire des placements réguliers d'aussi peu que 25 \$ chaque fois;
- faire retirer les paiements directement de votre compte bancaire;
- changer le montant que vous investissez à tout moment donné;
- changer la fréquence de vos placements ou en annuler les conventions et ce, à tout moment.

En cas de chèque non honoré dans le cadre du Programme de prélèvement automatique, quelle qu'en soit la raison, y compris pour cause d'insuffisance de fonds, des frais de 55 \$ peuvent être imposés.

Ce programme est offert gratuitement, à part les frais de vente applicables. Le gestionnaire a le droit d'annuler ou de modifier ce service à tout moment.

Réinvestissement automatique des distributions

Toutes les distributions du Fonds seront automatiquement réinvesties dans des parts additionnelles de la même série du Fonds que l'investisseur détient déjà, à la valeur liquidative de celles-ci. Aucune commission n'est payable lors du réinvestissement automatique des distributions. Les distributions réinvesties feront l'objet d'un rachat au prorata en fonction des parts sur lesquelles les distributions auront été payées.

Échange des parts d'une série du Fonds contre celles d'une autre série du Fonds

Vous pouvez échanger vos parts de série A du Fonds contre des parts de série F du Fonds par le biais de votre courtier si vous avez le droit de souscrire des parts de série F selon les critères d'admissibilité énoncés ci-dessus. Avant de faire tout échange de parts de série A du Fonds contre des parts de série F, il se peut que des frais s'appliquent si les parts de série A ont été souscrites en vertu de l'option de frais d'acquisition réduits ou de l'option de frais d'acquisition reportés.

Votre courtier peut vous imputer des frais d'échange correspondant à un maximum de 2 % de la valeur des parts faisant l'objet d'un échange si vous échangez des parts de série A contre des parts de série F du Fonds. Vous pouvez être tenu de payer des frais d'opérations à court terme en plus des frais d'échange si

vous échangez des parts au cours de certaines périodes données. Veuillez vous reporter aux rubriques « *Souscriptions, échanges et rachats de titres* » et « *Frais d'opérations à court terme* » pour de plus amples renseignements.

Le gestionnaire peut faire l'échange de vos parts de série F du Fonds contre des parts de série A du Fonds après vous avoir donné un préavis de 30 jours, à moins que vous ne cessiez d'être admissible à détenir des parts de série F dans votre compte. Le gestionnaire ne fera pas cet échange si votre courtier nous avise, durant la période de préavis, que vous êtes de nouveau admissible à détenir des parts de série F, et que nous en convenons. Pour un échange de parts de série F contre des parts de série A, les porteurs de parts devront choisir une option de souscription et payer les frais applicables à l'option de souscription choisie. Si vous ne choisissez pas d'option de souscription, vous serez automatiquement réputé avoir choisi l'option de frais d'acquisition initiaux; veuillez vous reporter à la rubrique « *Souscription de parts de série A* » ci-dessus.

L'échange de parts d'une série contre des parts d'une autre série du même fonds ne constitue pas une disposition aux fins de l'impôt sur le revenu. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Incidences fiscales* ».

RACHATS DE TITRES

À moins que nous n'ayons suspendu votre droit de faire racheter des parts, vous pouvez demander le rachat de vos parts moyennant une contrepartie en espèces à tout moment, à la valeur liquidative de la série par part rachetée. Des frais d'opérations à court terme peuvent s'appliquer. Vous pouvez faire racheter une partie ou la totalité de vos parts du Fonds n'importe quel jour ouvrable en délivrant un ordre de souscription écrit à votre courtier. Votre demande doit également porter votre signature et, dans l'intérêt de tous les investisseurs, le gestionnaire pourrait exiger que votre signature soit avalisée par un garant que le gestionnaire juge convenable. Le prix de rachat des parts est fonction de la valeur liquidative de la série pertinente établie immédiatement après la réception par le Fonds d'un ordre de rachat.

Le gestionnaire doit recevoir tous les documents nécessaires dans les dix jours ouvrables suivant la réception de l'ordre de rachat. On fera parvenir à l'investisseur le produit du rachat dans les trois jours ouvrables suivant la date où le prix des parts a été établi à condition que le gestionnaire reçoive tous les documents nécessaires. Des documents supplémentaires pourraient être exigés si l'investisseur est une société par actions, une société en nom collectif, un mandataire ou un fiduciaire agissant pour un tiers ou un propriétaire conjoint survivant.

Si le gestionnaire ne reçoit pas tous les documents nécessaires dans les dix jours ouvrables suivant la réception de l'ordre de souscription, l'ordre sera inversé le dixième jour ouvrable par l'émission d'un nouvel ordre de souscription pour le nombre de parts rachetées. Le produit du rachat servira à payer les parts souscrites. Tout excédent appartiendra au Fonds. Toute insuffisance sera initialement comblée par le gestionnaire en faveur du Fonds. Cependant, le gestionnaire aura le droit de percevoir ce montant d'insuffisance, plus tous frais s'y rattachant, auprès du courtier qui a placé l'ordre de rachat. Le courtier, à son tour, peut chercher à percevoir ce montant plus les frais connexes auprès de l'investisseur pour qui la demande de rachat a été soumise.

Si vous avez souscrit des parts de série A conformément à l'option des frais d'acquisition reportés ou à l'option de frais d'acquisition réduits, des frais de rachat peuvent s'appliquer. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais de rachat* » ci-après. Les frais payables par vous lors de la vente seront déterminés en appliquant le barème de frais aux parts du Fonds souscrites par vous à l'origine, que vous ayez transféré ou non une partie ou l'intégralité de votre investissement à un autre fonds. Ces frais de rachat seront déduits du produit du rachat et versés au gestionnaire ou à toute

autre société de personnes, fiduciaire ou entité appropriée qui a payé la commission de vente sur les parts de la série A faisant l'objet du rachat.

Dans le but d'empêcher certaines opérations de négociation qui peuvent nuire au rendement du Fonds et porter préjudice à ses investisseurs, comme les achats et rachats fréquents de parts du Fonds par le même investisseur, le gestionnaire peut imposer des frais d'opérations à court terme. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais d'opérations à court terme* » ci-après. Les frais d'opérations à court terme imposés sont en sus de tous autres frais de vente initiaux, frais de vente reportés ou frais d'échange pouvant s'appliquer.

Frais de rachat

- Option de frais d'acquisition initiaux – Aucuns frais ne s'appliquent lorsque vous faites racheter des parts de série A ou de série F, à moins de les avoir échangées ou rachetées dans les 90 jours suivant leur souscription ou échange. Veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais d'opérations à court terme* » ci-après.
- Option de frais d'acquisition reportés – Exception faite des rachats conclus en vertu du privilège de rachat sans frais, décrit à la rubrique « *Privilège de rachat sans frais* », les frais suivants, basés sur un pourcentage du montant de souscription, s'appliqueront si vous faites racheter les parts de série A ou que vous les échangez contre des parts de série F au cours des sept premières années suivant la date de votre souscription :

<u>Années après la souscription</u>	<u>Frais</u>
1 ^{re}	5,75 %
2 ^e	5,50 %
3 ^e	5,00 %
4 ^e	4,50 %
5 ^e	4,00 %
6 ^e	3,50 %
7 ^e	2,00 %
Après la 7 ^e année	Néant

- Option de frais d'acquisition réduits – Les frais suivants, basés sur un pourcentage du montant de souscription, s'appliqueront si vous faites racheter les parts de série A ou que vous les échangez contre des parts de série F au cours des trois premières années suivant la date de votre souscription :

<u>Années après la souscription</u>	<u>Frais</u>
1 ^{re}	3,00 %
2 ^e	2,50 %
3 ^e	2,00 %
Après la 3 ^e année	Néant

Privilège de rachat sans frais

Vous pouvez faire racheter (ou transférer à l'option de frais d'acquisition initiaux) une fois par année civile, sans avoir à payer des frais d'acquisition reportés ce qui suit :

- 10 % du nombre de parts de série A souscrites en vertu de l'option de frais d'acquisition reportés et détenues par vous au 31 décembre de l'année précédente, plus
- 10 % du nombre de parts de série A souscrites par vous durant l'année civile en cours en vertu de l'option de frais d'acquisition reportés à la date de rachat, moins
- le nombre de parts de série A que vous auriez reçues si vous aviez réinvesti des distributions en espèces reçues durant l'année civile en cours.

Toute partie inutilisée du privilège de rachat sans frais de parts acquises selon l'option de frais d'acquisition reportés ne peut être reportée à des années ultérieures.

Suspension du droit de rachat de parts

Nous pouvons suspendre le droit de rachat des parts du Fonds ou faire reporter la date de paiement dans les cas suivants :

- lors de toute période où l'activité normale de négociation est suspendue sur toute bourse où des titres sont cotés qui, dans leur ensemble, représentent plus de 50 % de la valeur ou de l'exposition au marché sous-jacent de l'actif total du Fonds, sans tenir compte des éléments du passif, et si les titres ne sont pas négociés sur une autre bourse qui représenterait une solution de rechange pratique et raisonnable;
- moyennant la permission préalable de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « **CVMO** »).

Durant toute période de suspension, aucun calcul de la valeur liquidative ne sera effectué et il ne sera pas permis au Fonds de faire de nouvelles émissions de titres ni de racheter des titres déjà émis. Le calcul de la valeur liquidative reprendra lors de la reprise des négociations à la bourse ou moyennant la permission de toute commission des valeurs mobilières ou toute autorité de réglementation compétente. Si le droit de rachat de parts du Fonds est suspendu et que vous soumettez une demande de rachat durant cette période, vos parts seront rachetées par le Fonds conformément à la demande de rachat, à la première valeur liquidative calculée après la fin de la période de suspension.

Frais d'opérations à court terme

Si vous faites racheter ou échangez des parts du Fonds dans un délai de 90 jours suivant la souscription, des frais d'opérations à court terme correspondant à 2 % de la valeur des parts faisant l'objet du rachat ou de l'échange pourraient alors vous être imposés. Nous pouvons renoncer à ces frais à notre discrétion. Ces frais ne s'appliquent pas aux parts souscrites aux termes des programmes systématiques du gestionnaire (tels que le Programme de prélèvement automatique et le Plan de retrait systématique). Les frais d'opérations à court terme sont versés au Fonds dans lequel les parts sont rachetées ou échangées et s'ajoutent à tous les autres frais de rachat ou d'échange qui pourraient être payables par vous.

Ces frais sont conçus pour protéger les porteurs de parts contre les opérations fréquentes de certains autres investisseurs du Fonds. Les opérations fréquentes peuvent nuire au rendement du Fonds en forçant le conseiller en valeurs (défini ci-après) à conserver des liquidités excessives dans le Fonds ou à se départir de certains placements en temps peu opportun. Elles peuvent aussi augmenter les frais d'opérations du Fonds.

Les frais d'opérations à court terme sont en sus des frais d'acquisition initiaux et frais d'acquisition reportés pouvant s'appliquer. En plus des frais d'opérations à court terme applicables, le gestionnaire peut, à sa seule discrétion, refuser les ordres de souscription ou d'échange d'un porteur de parts si nous déterminons que ses activités de négociation portent préjudice au Fonds ou nuisent autrement à la gestion efficace des portefeuilles. De telles opérations peuvent être refusées par le gestionnaire en raison du montant ou du temps peu opportun de l'ordre ou en raison des antécédents d'activités excessives de l'investisseur.

RESPONSABILITÉ DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF

Gestionnaire, fiduciaire et promoteur

ACGI agit à titre de gestionnaire, de fiduciaire et de promoteur du Fonds en vertu des dispositions de la déclaration de fiducie et de la convention de gestion cadre intervenue entre le Fonds et ACGI en date du 6 février 2009 (la « **convention de gestion** »). Il incombe au gestionnaire d'exécuter les tâches de gestion et d'administration du Fonds en général, tâches qui comprennent la prestation de services et facilités administratifs. ACGI doit également agir en tant que fiduciaire du Fonds. Le siège de ACGI est situé au 100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3. Il est possible de communiquer avec le gestionnaire au 416-642-3532 ou au numéro sans frais 1-866-680-4734 ou par courriel à l'adresse info@globalgrowth.ca. Le site Web du gestionnaire se trouve à l'adresse www.globalgrowth.ca.

L'une ou l'autre des parties peut résilier la convention de gestion par la remise d'un avis de 90 jours. La convention de gestion peut également être résiliée immédiatement par l'une des parties si l'une d'elles cesse d'exercer ses activités, fait faillite ou devient insolvable, décide de mettre fin à ses activités par liquidation ou dissolution ou de faire nommer un examinateur à son égard, ou si un séquestre est nommé à l'égard de son actif, ou si une partie commet une violation importante de la convention de gestion qui n'est pas corrigée dans les 30 jours. Le fiduciaire peut mettre fin au Fonds avec l'approbation de la majorité des porteurs de parts du Fonds ou dans une situation où la valeur liquidative est jugée insuffisante par rapport aux frais engagés pour administrer le Fonds.

Le tableau suivant fournit le nom, le lieu de résidence, les postes actuels et les principales occupations des administrateurs et membres de la haute direction du gestionnaire au cours des cinq années qui précèdent la date des présentes :

<i>Nom et ville de résidence</i>	<i>Poste auprès du gestionnaire</i>	<i>Principales occupations au cours des cinq dernières années</i>
David Prestwich Algonquin Highlands (Ontario)	Chef de la direction et chef de la conformité	Expert-conseil en affaires indépendant jusqu'en 2014
Russell Mercado, CPA, CA Mississauga (Ontario)	Chef des finances	Chef des finances, ACGI depuis novembre 2012; chef de mission adjoint, Prentice Yates & Clark de septembre 2009 à juillet 2012
Hanane Bouji, B.A. Brampton (Ontario)	Administratrice et secrétaire générale	Vice-présidente auprès du placeur depuis 2010
Allan Smith, B. Com., CPA, CA, CFP, M.B.A. Navan (Ontario)	Administrateur	Expert-conseil en affaires indépendant de 2009 à 2015; chef de la direction de Ambulance Saint-Jean depuis mars 2015

<i>Nom et ville de résidence</i>	<i>Poste auprès du gestionnaire</i>	<i>Principales occupations au cours des cinq dernières années</i>
Harold Wolkin, B.A., M. Sc. Économ., CFA, ICD Toronto (Ontario)	Administrateur	À la retraite depuis avril 2011; vice-président directeur, Dundee Capital Markets d'août 2009 à mars 2011

Conseiller en valeurs

Le gestionnaire a retenu les services d'UBS Investment Management Canada Inc., une filiale d'UBS Bank (Canada), à titre de conseiller en valeurs (le « **conseiller en valeurs** ») aux termes du contrat de gestion des placements daté du 3 mars 2009 (le « **contrat de gestion des placements** »). Le conseiller en valeurs sera responsable de la gestion de l'actif du Fonds, ce qui comprend l'analyse des placements, la formulation de recommandations et la prise de décisions touchant les placements. Le conseiller en valeurs sera également responsable des opérations de souscription et de vente de l'actif du portefeuille par l'OPC et des accords relatifs au courtage visant l'actif en portefeuille.

Le contrat de gestion des placements peut être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis écrit de 60 jours. Le contrat de gestion des placements peut être résilié immédiatement par l'une ou l'autre des parties en cas de violation importante ou advenant certains autres événements. Le gestionnaire versera au conseiller en valeurs des frais de gestion de placements en vertu des dispositions du contrat à partir de ses frais de gestion.

Cette relation est gérée par l'entremise d'une équipe dévouée de professionnels qui travaillent au bureau de Toronto du conseiller en valeurs situé au 154, avenue University, bureau 800, Toronto (Ontario) M5H 3Z4. Les décisions en matière de placement du Fonds sont supervisées par une équipe de gestion de portefeuille qui fait l'objet d'un suivi de la part du comité local des placements. M. Tony Ciero, directeur principal et gestionnaire de portefeuille, occupe actuellement le poste de directeur de la gestion de portefeuille, et M^{me} Cindy Chen, directrice adjointe et gestionnaire de portefeuille, occupe le poste de directrice adjointe de la gestion de portefeuille.

Le nom, le titre et la durée des services des personnes occupant des emplois chez le conseiller en valeurs et leur expérience professionnelle au cours des cinq dernières années sont indiqués dans le tableau suivant :

Nom	Titre	Durée des services et années d'expérience
Tony Ciero, CFA	Directeur principal et gestionnaire de portefeuille	6,5 ans chez UBS Investment Management Canada Inc.; auparavant, il a travaillé chez BMO Banque privée Harris; il a en tout 17 ans d'expérience dans le secteur
Cindy Chen, CFA, CIM	Directrice adjointe et gestionnaire de portefeuille	4,0 ans chez UBS Investment Management Canada Inc.; auparavant, elle a travaillé chez Conseils de placement privés TD Waterhouse; elle a en tout 9 ans d'expérience dans le secteur

Accords relatifs au courtage

Le conseiller en valeurs est chargé de l'élaboration des accords relatifs au courtage aux fins de la souscription et de la vente de titres pour le portefeuille du Fonds autres que des services d'exécution d'ordres, ainsi que de leur mise à jour. Le principal objectif en choisissant un courtier pour les souscriptions et les ventes des titres du portefeuille du Fonds autres que des services d'exécution d'ordres est d'obtenir des résultats nets concurrentiels, en tenant compte de certains facteurs comme les frais de commission, la fourniture de services de recherche, le montant des ordres, la difficulté d'exécution et le niveau de savoir-faire de la part du courtier. La compétence et la santé financière du courtier peuvent également compter parmi les critères de sélection d'un courtier.

Les services fournis comprennent la préparation d'analyses des industries et des entreprises ciblées, la préparation d'analyses économiques, le recueil de données statistiques sur les marchés des capitaux ou sur divers titres, la soumission d'analyses ou de rapports portant sur la performance des émetteurs et sur les facteurs et tendances industriels, économiques ou politiques, ainsi que divers autres services, y compris la fourniture de bases de données ou de logiciels pour l'exécution et le soutien de ces services. La rémunération de tous ces services prend la forme de commissions de courtage sur les transactions exécutées au nom du Fonds.

Depuis la date de la dernière notice annuelle, aucun courtier n'a fourni des services de prise de décision de placement, notamment des services de recherche, des services statistiques et d'autres services au conseiller en valeurs, autres que des services d'exécution d'ordres.

Il est possible d'obtenir le nom de tout courtier ou de tout tiers qui a fourni des biens ou des services en communiquant avec le Fonds par téléphone au 1-866-680-4734 ou par courriel à l'adresse info@globalgrowth.ca.

Dépositaire, agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts

CIBC Mellon, de Toronto (Ontario), agit à titre de dépositaire du Fonds aux termes d'une convention du dépositaire datée du 3 novembre 2008 (la « **convention du dépositaire** »). Avec prise d'effet le 9 avril 2013, le gestionnaire a retenu les services de Services aux Fonds Datacore Inc. (« **Datacore** ») pour agir à titre d'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts du Fonds aux termes d'une convention relative à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts datée du 9 avril 2013 (la « **convention relative à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts** »). Datacore est responsable des évaluations et de la comptabilité du Fonds ainsi que de la tenue des registres des porteurs de parts. Le registre des parts est conservé à Toronto (Ontario).

La convention du dépositaire peut être résiliée par les parties à celles-ci moyennant un préavis écrit de 90 jours. La convention relative à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts peut être résiliée par les parties moyennant un préavis écrit de 90 jours.

Auditeur

Le gestionnaire a nommé Deloitte s.r.l., de Toronto (Ontario), en tant qu'auditeur du Fonds.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Porteurs principaux de parts – Fonds Iman de Global

Au 31 mars 2016, aucun porteur de parts du Fonds ne détenait, directement ou indirectement, à titre de propriétaire véritable ou inscrit, plus de 10 % des titres avec droit de vote de série A du Fonds.

Au 31 mars 2016, les personnes suivantes étaient propriétaires inscrits ou, à la connaissance du Fonds ou du gestionnaire, étaient propriétaires véritables, directement ou indirectement, de plus de 10 % des titres avec droit de vote de série F du Fonds :

Nom	Type de propriété	Nombre de titres	Pourcentage de la série de titres en circulation
Investisseur A*	Inscrite et véritable	128 432,84	45,16 %
Sam Bouji	Inscrite et véritable	43 664,78	15,35 %

* Pour protéger la vie privée de l'investisseur, nous avons omis son nom. Vous pouvez obtenir ces renseignements sur demande en communiquant avec nous par téléphone au numéro indiqué sur la couverture arrière de la présente notice annuelle.

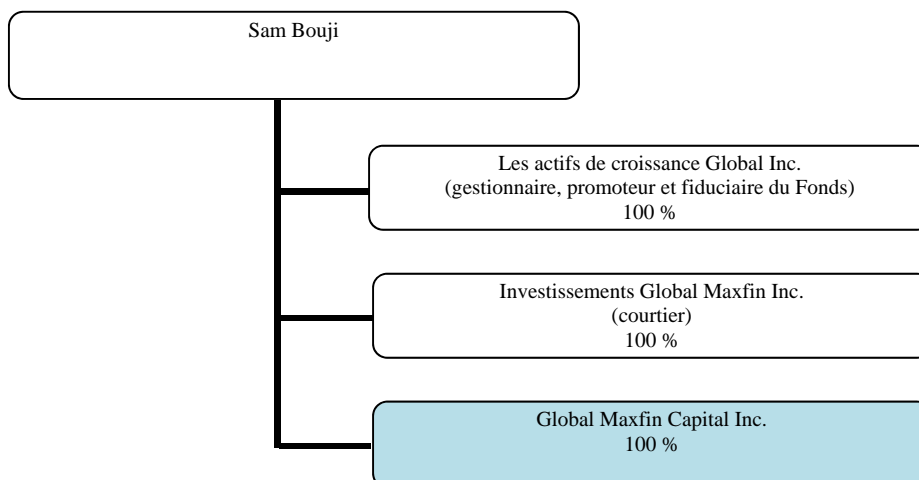
Porteurs principaux de titres – Gestionnaire

ACGI est détenue à part entière par M. Sam Bouji.

Entités du même groupe

Les Investissements Global Maxfin Inc. (« **IGMI** ») et Global Maxfin Capital Inc. (« **GMCI** ») sont des membres du groupe du gestionnaire et des courtiers du Fonds.

Le schéma suivant montre les liens intersociétés entre le gestionnaire, IGMI et GMCI à la date de la présente notice annuelle :



Le montant des frais reçus du Fonds par IGMI et GMCI figure dans les états financiers audités du Fonds.

La personne suivante, qui est un dirigeant du gestionnaire, est également un dirigeant de IGMI et de GMCI :

Nom	Poste auprès du gestionnaire	Poste chez le(s) membre(s) du même groupe
David Prestwich	Chef de la conformité et chef de la direction	Chef de la direction de IGMI et chef de la direction de GMCI

GOUVERNANCE DU FONDS

Comité d'examen indépendant

Le gestionnaire a créé le CEI pour le Fonds. Le CEI est composé de trois personnes qui sont entièrement indépendantes du gestionnaire et des membres de son groupe : Bruce Monus (président, Toronto (Ontario)), Chandar Singh (Toronto (Ontario)) et Munir El Kassim (Toronto (Ontario)).

Le fonctionnement du CEI est régi par les lois sur les valeurs mobilières applicables, y compris le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-107** », la Norme canadienne 81-107 ailleurs qu'au Québec). Conformément au Règlement 81-107, le mandat du CEI est d'étudier les conflits d'intérêts auxquels le gestionnaire fait face lorsqu'il gère le Fonds, et de lui fournir des recommandations à ce sujet. Le gestionnaire est tenu, aux termes du Règlement 81-107, de signaler les conflits d'intérêts inhérents à sa gestion du Fonds et de demander au CEI de lui faire part de ses observations sur la meilleure façon de gérer ces conflits, ainsi que sur ses politiques et procédures écrites à propos des conflits d'intérêts. Le CEI fournit ses recommandations au gestionnaire en tenant compte de l'intérêt fondamental du Fonds. Le CEI prépare un rapport à l'intention des porteurs de parts du Fonds une fois l'an. Il sera possible d'obtenir les rapports du CEI gratuitement en faisant la demande au gestionnaire par courriel à info@globalgrowth.ca ou de les consulter sur le site Web du gestionnaire au <http://www.globalgrowth.ca>.

La rémunération des membres du CEI et les autres frais raisonnables du CEI sont acquittés proportionnellement à même l'actif du Fonds et des autres fonds gérés par le gestionnaire. Pour le dernier exercice, les membres du CEI ont reçu, au total, 18 000 \$ à titre de contrepartie pour les services qu'ils ont rendus au Fonds et aux autres fonds gérés par le gestionnaire, dont 2 700 \$ ont été attribués au Fonds. Chaque membre du CEI reçoit 2 000 \$ par réunion, dont 300 \$ a été payé par le Fonds au cours du dernier exercice, et le président reçoit 2 500 \$ par réunion, dont 375 \$ a été payé par le Fonds au cours du dernier exercice.

Politiques relatives au vote par procuration

Le gestionnaire a instauré des politiques et procédures régissant le vote par procuration. Le gestionnaire a délégué la responsabilité du vote par procuration au conseiller en valeurs, qui dispense des conseils au Fonds. Le conseiller en valeurs a retenu les services d'un service indépendant externe d'administration des votes et d'analyse de vote par procuration.

Le Fonds a adopté certaines politiques standards (qui figurent ci-après) afin d'assurer que les droits de vote représentés par des procurations reçues par le conseiller en valeurs relativement aux titres détenus par le Fonds sont exercés dans l'intérêt fondamental du Fonds.

Les lignes directrices suivantes résument les principes de gouvernance d'entreprise que le Fonds appuiera en général par l'exercice de ses droits de vote en leur faveur :

- Conseils d'administration – résolutions favorisant l'efficacité des conseils d'administration devant agir dans l'intérêt fondamental des actionnaires. Les votes par procuration doivent être exercés en faveur de l'élection d'administrateurs aux conseils d'administration dont la majorité des administrateurs et le président sont indépendants et dont les présidents et au moins la majorité des membres des conseils sont indépendants.
- Auditeurs et rémunération des auditeurs – si tous les membres du comité d'audit de l'émetteur sont indépendants, les votes par procuration doivent être exercés en faveur de la nomination des auditeurs et de l'approbation de la rémunération recommandée pour les auditeurs.
- Rémunération de la direction – en faveur de dispositions de rémunération qui doivent être liées à la performance à long terme de la société et à la valeur pour l'actionnaire. De telles dispositions devraient inciter la direction à acheter et à détenir des actions de la société afin que les intérêts des membres de la direction soient alignés sur ceux des actionnaires.
- Changements de la capitalisation – afin de tenir compte du fait que la direction d'un émetteur doit pouvoir bénéficier d'une certaine souplesse à l'émission ou au rachat d'actions en réponse aux changements des conditions financières. Les changements apportés à la capitalisation sont d'habitude appuyés si un besoin raisonnable est démontré. Cependant, les changements qui entraînent la dilution excessive de la valeur pour l'actionnaire n'auront pas d'appui.

Les questions extraordinaires seront abordées au cas par cas en se concentrant sur l'impact potentiel du vote sur la valeur pour l'actionnaire.

Dans le cas où un vote crée des conflits entre le Fonds (ou ses porteurs de parts) et le gestionnaire (ou le conseiller en valeurs), la démarche adoptée en vue de résoudre ces conflits et de tenir un vote par procuration sera consignée par écrit. Des résolutions possibles peuvent inclure : i) ériger des « murs » d'information autour de la personne ou des personnes qui prennent la décision par vote; ou ii) adopter d'autres options de vote conformément à l'engagement du Fonds d'exercer les droits de vote par procuration sont dans l'intérêt fondamental du Fonds. Le conseiller en valeurs fournira périodiquement au gestionnaire une liste des entreprises qui sont des émetteurs reliés ou associés au conseiller en valeurs.

Un porteur de parts du Fonds peut obtenir sans frais le dossier de vote par procuration pour la dernière période de 12 mois prenant fin le 30 juin en tout temps après le 31 août de l'année en question. Pour obtenir ce dossier ainsi que les politiques et les procédures relatives au vote par procuration, il suffit d'en faire la demande au gestionnaire par téléphone au 416-642-3532 ou au numéro sans frais 1-866-680-4734 ou par la poste au 100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3 ou à l'adresse <http://www.globalgrowth.ca>.

Politiques et procédures relatives aux opérations à court terme

Le gestionnaire a adopté des politiques et des procédures conçues pour surveiller, déceler et prévenir les opérations à court terme excessives ou inappropriées. Par « opération à court terme inappropriée », on entend une souscription et un rachat de titres effectués dans les 90 jours qui, de l'avis du gestionnaire, peut nuire aux autres investisseurs du Fonds. Si vous faites racheter ou échangez vos parts du Fonds dans les 90 jours de leur souscription, vous pourriez être tenu de verser des frais d'opérations à court terme correspondant à 2 % de la valeur des parts faisant l'objet du rachat ou de l'échange. Le gestionnaire peut

renoncer à ces frais dans des cas exceptionnels. Veuillez vous reporter à la rubrique « *Frais d'opérations à court terme* ».

Le gestionnaire peut, à sa seule appréciation, refuser des ordres de souscription ou d'échange s'il juge que les opérations d'un porteur de parts donné nuisent au Fonds ou à la gestion efficace de son portefeuille. De telles opérations peuvent être refusées par le gestionnaire en raison du montant ou du temps peu opportun de l'ordre ou en raison des antécédents de négociation excessive de l'investisseur. Le gestionnaire peut prendre toute autre mesure qu'il jugera appropriée pour s'assurer que de telles opérations ne se répéteront pas. Ces mesures pourraient comprendre notamment la livraison d'un avis au porteur de parts, l'inscription du porteur de parts ou de son compte sur une liste de surveillance afin de surveiller ses activités de négociation, le rejet des ordres de souscription ou de rachat de ce porteur de parts si celui-ci tente encore d'effectuer de telles opérations et/ou la fermeture du compte du porteur de parts.

Le gestionnaire peut restreindre, rejeter ou annuler, sans préavis, tout ordre de souscription ou d'échange, y compris toute opération qui semble s'apparenter à une opération à court terme inappropriée ou excessive.

FRAIS

Frais de gestion

En contrepartie des services rendus au Fonds, le gestionnaire reçoit du Fonds des frais de gestion annuels (cumulés quotidiennement et payables mensuellement) en fonction de chaque série de parts et calculés en tant que pourcentage annuel de la valeur liquidative quotidienne moyenne du Fonds attribuable à la série de parts en question :

Série A	2,50 %
Série F	1,50 %

Les frais de gestion sont assujettis aux taxes applicables, y compris la TVH.

Distributions sur les frais de gestion

Dans le but d'encourager les investisseurs à faire de grands placements dans le Fonds ou en réponse à des situations spéciales, le gestionnaire peut réduire les frais de gestion. La réduction est normalement fonction de la valeur cumulative de vos placements dans des parts de série A ou F du Fonds.

Si vos placements sont admissibles, le gestionnaire calculera la réduction de vos frais de gestion selon un barème fixe que nous pouvons modifier à notre discrétion. Si le gestionnaire réduit le montant des frais de gestion habituels du Fonds, le Fonds vous transmettra cette réduction sous forme d'une distribution spéciale, que l'on appelle « distribution sur les frais de gestion ».

Chaque jour ouvrable, le gestionnaire calcule les distributions sur les frais de gestion. Ces distributions sont payées sur une base régulière aux investisseurs admissibles. Le gestionnaire réinvestira le montant de la distribution dans des parts additionnelles du Fonds. Les montants des distributions sur les frais de gestion effectuées pour le Fonds sont d'abord prélevés sur le revenu net et les gains en capital nets réalisés et ensuite à même le capital. Veuillez vous reporter à la rubrique « *Incidences fiscales* » ci-après pour des renseignements sur les conséquences fiscales des distributions sur les frais de gestion.

INCIDENCES FISCALES

Incidences fiscales canadiennes

Ce qui suit résume les principales incidences fiscales fédérales canadiennes portant sur l'acquisition, la propriété et la disposition des parts du Fonds qui s'appliquent généralement à l'investisseur qui est un particulier, autre qu'une fiducie, qui réside au Canada, qui n'a pas de lien de dépendance avec le Fonds et qui détient des parts du Fonds en tant qu'immobilisations.

Le présent résumé se fonde sur les dispositions en vigueur de la Loi de l'impôt, son règlement d'application (le « **règlement** »), certaines propositions visant à modifier la Loi de l'impôt ou le règlement annoncées par le ministre des Finances du Canada (le « **ministre** ») avant la date des présentes (la « **modification** ») et la publication des politiques administratives et des pratiques de cotisation de l'Agence du revenu du Canada. Ce résumé ne tient pas compte d'autres modifications au droit, que ce soit par des mesures législatives, réglementaires, administratives ou judiciaires, ni n'en prévoit.

Le Fonds est admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement au sens de la Loi de l'impôt à tout moment important. Ce résumé repose sur l'hypothèse que le Fonds sera admissible en tant que fiducie de fonds commun de placement au sens de la Loi de l'impôt à tout moment important.

Le présent résumé ne décrit pas de façon exhaustive toutes les incidences fiscales fédérales possibles et ne tient pas compte ni ne prévoit de modifications du droit, que ce soit par des mesures législatives, gouvernementales ou judiciaires, mis à part la modification. Le résumé ne traite pas des incidences fiscales étrangères, provinciales ou territoriales, pas plus qu'il ne traite de la déductibilité des frais payables directement par les investisseurs. Ce résumé ne constitue pas un avis d'ordre juridique ou fiscal à l'intention d'un investisseur particulier.

Chaque investisseur devrait obtenir un avis indépendant quant aux conséquences fiscales découlant d'un placement dans les parts du Fonds compte tenu de sa situation personnelle.

Imposition du Fonds

Le Fonds est assujéti à l'impôt de la Partie I de la Loi de l'impôt chaque année d'imposition sur son revenu net aux fins de l'impôt canadien pour l'année d'imposition, y compris sur les gains en capital nets imposables, moins toute partie de ceux-ci qui est payée ou payable aux porteurs de parts du Fonds dans l'année civile prenant fin au cours de l'année d'imposition. Chaque année, le Fonds distribuera aux porteurs de parts un montant suffisant de son revenu net et de ses gains en capital nets réalisés de manière à ne pas payer l'impôt de la Partie I de la Loi de l'impôt.

Le revenu du Fonds provenant de sources étrangères peut être assujéti à une retenue d'impôt étranger.

Imposition des porteurs de parts

Un porteur de parts du Fonds sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu la partie du revenu net du Fonds et la Partie Imposable des gains en capital nets réalisés du Fonds, le cas échéant, qui sont payés ou payables au porteur de parts par le Fonds, que de tels montants aient été réinvestis dans des parts additionnelles ou non. De tels montants peuvent inclure toute distribution sur les frais de gestion. Les pertes du Fonds aux fins de la Loi de l'impôt ne peuvent être attribuées à un porteur de parts et ne peuvent être traitées comme une perte du porteur de parts. À condition que le Fonds effectue les désignations appropriées, toute partie des gains en capital imposables nets, du revenu de source étrangère ou des dividendes imposables qui a été reçue à l'égard d'actions de sociétés canadiennes imposables détenues

dans le Fonds, le cas échéant, qui sont payés ou payables aux porteurs de parts (y compris tout montant réinvesti dans des parts additionnelles) retiendra effectivement son caractère et sera traitée comme gains en capital imposables, revenu de source étrangère ou dividendes imposables des porteurs de parts. Tout revenu de source étrangère reçu par le Fonds sera généralement réduit de toute retenue d'impôt effectuée dans le territoire étranger. Le montant d'une telle retenue d'impôt sera inclus dans le calcul du revenu au sens de la Loi de l'impôt. Dans la mesure où le Fonds fait de telles désignations en accord avec la Loi de l'impôt, les porteurs de parts auront le droit de traiter de telles retenues d'impôt comme des impôts étrangers payés par les porteurs de parts. Dans la mesure où les distributions effectuées par le Fonds (y compris les distributions sur les frais de gestion) à un porteur de parts dans une année quelconque excèdent la partie du revenu net et des gains en capital nets réalisés du Fonds imputable au porteur de parts pour l'année en question, les distributions (sauf dans la mesure où elles sont un produit de disposition, tel que décrit ci-après) peuvent être réputées constituer un remboursement de capital et, si tel est le cas, ne seront pas imposables pour le porteur de parts mais réduiront plutôt le prix de base rajusté du porteur de parts. Dans la mesure où le prix de base rajusté de ses parts est réduit à moins de zéro, le porteur de parts sera réputé réaliser un gain en capital équivalant au montant négatif et par la suite, le prix de base rajusté sera augmenté pour s'établir à zéro. Les revenus cumulés et non distribués, les gains en capital cumulés et non réalisés ainsi que les gains en capital réalisés et non distribués qui sont dans le Fonds au moment de la souscription des parts et qui ont été reflétés dans le prix des parts que le porteur de parts reçoit à la souscription de parts peuvent être assujettis à l'impôt.

Gains en capital et impôt minimum de remplacement

À la disposition réelle ou réputée d'une part par un porteur de parts, que ce soit par rachat ou autrement, un gain en capital (ou perte en capital) est réalisé dans la mesure où le produit de disposition, moins tous les frais de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de la part pour le porteur de parts. En règle générale, la moitié d'un gain en capital (ou d'une perte en capital) est incluse dans le calcul du gain en capital imposable (ou de la perte en capital déductible) du porteur de parts. En vertu des dispositions de l'impôt minimum de remplacement prévu par la Loi de l'impôt, les gains en capital réalisés par un particulier peuvent l'assujettir à l'impôt minimum.

L'échange de parts d'une série du Fonds contre une autre série du Fonds ne donne pas lieu à une disposition pour fins fiscales et ne crée pas un gain en capital ou une perte en capital.

Admissibilité aux fins des régimes enregistrés

À condition que le Fonds soit admissible à tout moment important à titre de fiducie de fonds commun de placement au sens de la Loi de l'impôt, les parts du Fonds seront des placements admissibles pour les REER (y compris les régimes immobilisés connexes), les FERR (y compris les régimes immobilisés connexes), les RPDB, les REEE, les REEI et les CELI. Les rentiers de REER et de FERR et les titulaires de CELI devraient consulter leur propre conseiller en fiscalité afin de déterminer si les parts constitueraient un placement interdit compte tenu de leur situation personnelle.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS

Le Fonds ne verse aucune rémunération ni aucuns frais aux administrateurs ou dirigeants du gestionnaire ou du conseiller en valeurs du Fonds, pas plus qu'il ne leur rembourse les frais qu'ils auraient engagés.

Aucune rémunération, aucuns honoraires ni aucun remboursement des dépenses n'est payé par le Fonds au fiduciaire.

CONTRATS IMPORTANTS

On peut consulter des exemplaires des contrats importants énumérés ci-après au siège du gestionnaire, situé au 100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3.

- La déclaration de fiducie en date du 6 février 2009;
- La convention de gestion en date du 6 février 2009;
- Le contrat de gestion des placements en date du 3 mars 2009;
- La convention du dépositaire en date du 3 novembre 2008;
- La convention relative à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts en date du 9 avril 2013.

LITIGES ET INSTANCES ADMINISTRATIVES

La CVMO a procédé à un examen de la conformité du gestionnaire et de certaines entités liées au gestionnaire (collectivement, les « entités Global ») et a fait part de préoccupations qui ont été soumises à la Direction de l'application de la loi de la CVMO. En juillet 2012, une ordonnance temporaire a imposé des modalités et conditions à l'inscription du gestionnaire et a obligé le gestionnaire à retenir les services d'un consultant indépendant (le « consultant ») pour que le consultant prépare et aide le gestionnaire à mettre au point un plan visant à consolider les systèmes de conformité du gestionnaire et qu'il fournisse des rapports d'étapes à la CVMO. Les modalités de l'ordonnance temporaire ont été prolongées et/ou modifiées à l'occasion jusqu'à sa révocation en avril 2014.

Le 14 avril 2014, le gestionnaire et Sam Bouji, entre autres parties, ont conclu avec la CVMO une convention de règlement suivant laquelle le gestionnaire et M. Bouji ont admis que : i) le gestionnaire et M. Bouji avaient pris des décisions de placement au nom du Régime fiduciaire d'épargne-études Global (le « Régime »), sans être inscrits à cette fin; ii) le gestionnaire avait omis de soumettre au CEI du Régime les conflits d'intérêts relatifs au Régime; iii) M. Bouji et le gestionnaire avaient omis d'exposer de façon complète, véridique et claire tous les faits importants dans les prospectus de 2009 et 2011 du Régime; iv) le gestionnaire avait omis de respecter la norme imposée à un gestionnaire de fonds d'investissement; v) les systèmes de conformité du gestionnaire ne respectaient pas les pratiques de conformité raisonnables; vi) M. Bouji avait violé ses obligations à titre de personne désignée responsable du gestionnaire; et vii) M. Bouji, à titre de dirigeant et d'administrateur du gestionnaire, avait autorisé des violations des lois sur les valeurs mobilières de l'Ontario par le gestionnaire ou y avait consenti.

En ce qui concerne le gestionnaire, la convention de règlement prévoit la suspension permanente de M. Bouji à titre de personne désignée responsable du gestionnaire et du Régime. Le gestionnaire est tenu de créer et de maintenir un conseil d'administration indépendant, qui devra être approuvé par la CVMO, ainsi que de nommer un nouveau chef de la direction indépendant. Jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle personne désignée responsable, le chef de la conformité du gestionnaire remettra chaque mois au conseil un rapport écrit préparé à l'intention de la personne désignée responsable et en rendra compte tant au conseil qu'à la personne désignée responsable.

Le conseil d'administration indépendant a été créé en octobre 2014. La personne désignée responsable indépendante a été nommée le 16 janvier 2015. Conformément à la convention de règlement, M. Bouji a démissionné à titre d'administrateur du gestionnaire en juin 2014 et à titre de chef de la direction le 16 janvier 2015.

Aux termes de la convention de règlement, il est interdit à M. Bouji, pour une période de neuf ans, de devenir administrateur ou dirigeant d'un émetteur assujéti, d'une personne inscrite ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement, ou encore d'agir à ce titre, et il lui est interdit, pour toujours, de devenir

personne désignée responsable ou chef de la conformité d'une personne inscrite ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement, ou encore d'agir à ce titre. M. Bouji doit remettre à la CVMO le montant qu'il a obtenu en raison de l'inobservation des lois sur les valeurs mobilières de l'Ontario. M. Bouji et le gestionnaire sont solidairement tenus de payer une pénalité administrative et les frais de l'enquête de la CVMO. Conformément à la convention de règlement, le consultant est tenu de remettre un rapport établissant si les politiques et les procédures révisées du gestionnaire ainsi que les contrôles internes sont respectés par le gestionnaire, fonctionnent de façon adéquate et sont administrés et mis en application convenablement par le gestionnaire, lequel rapport doit inclure une description des vérifications effectuées par le consultant indépendant afin d'étayer ses conclusions. Le gestionnaire et le consultant continuent de travailler avec le personnel de la CVMO pour finaliser ce rapport.

ATTESTATION DU FONDS, DU GESTIONNAIRE ET DU PROMOTEUR

Fonds Iman de Global

(le « **Fonds** »)

La présente notice annuelle, avec le prospectus simplifié et les documents intégrés par renvoi dans celui-ci, révèlent de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement au moyen du prospectus simplifié, conformément à la législation en valeurs mobilières de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Nouvelle-Écosse, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et du Manitoba et ne contiennent aucune information fautive ou trompeuse.

EN DATE du 13 avril 2016

« *David Prestwich* »

David Prestwich
Chef de la direction

« *Russell Mercado* »

Russell Mercado
Chef des finances

Au nom du conseil d'administration de Les actifs de croissance Global Inc., en sa qualité de gestionnaire, de promoteur et de fiduciaire du Fonds

« *Allan Smith* »

Allan Smith
Administrateur

« *Hanane Bouji* »

Hanane Bouji
Administratrice

Des renseignements supplémentaires sur le Fonds se trouvent dans les aperçus du fonds, les rapports de la direction sur le rendement du fonds et les états financiers du Fonds.

On peut obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de ces documents auprès de ACGI en composant le numéro sans frais : 1-866-680-4734, en faisant parvenir un courriel à info@globalgrowth.ca ou en communiquant avec votre courtier.

On peut également consulter ces documents et d'autres renseignements sur le Fonds, notamment les circulaires d'information et les contrats importants, sur le site Internet de ACGI au www.globalgrowth.ca ou sur le site SEDAR (Système électronique de données, d'analyse et de recherche) au www.sedar.com.

OFFRE DE PARTS DES SÉRIES A ET F DU :

FONDS IMAN DE GLOBAL

Les actifs de croissance Global Inc.
100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3
Tél. : 416-642-3532
1-866-680-4734
Télec. : 416-741-8987
info@globalgrowth.ca
www.globalgrowth.ca